



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat  
CS 40 331  
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 22/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CASSIN RECYCLAGE**

21 Chemin de la Palanquette  
31790 Saint-Sauveur

Références : 2025/036  
Code AIOT : 0006802960

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2025 dans l'établissement CASSIN RECYCLAGE implanté 7 IMPASSE ANDRE DANDINE 31200 TOULOUSE. L'inspection a été annoncée le 26/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre d'une plainte (poussières) et de l'instruction d'un porter-à-connaissance déposé le 19/12/2024 (modification des conditions d'exploiter).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CASSIN RECYCLAGE
- 7 IMPASSE ANDRE DANDINE 31200 TOULOUSE
- Code AIOT : 0006802960
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 19 janvier 2001, la société CASSIN Recyclage est autorisée à exploiter une plate-forme de regroupement de déchets du BTP et une unité de recyclage de déchets de démolition. Le site est actuellement soumis au régime de l'autorisation ICPE (au titre de son antériorité) pour les rubriques n°2515-1 et 2791-1 et à déclaration pour la rubrique n°2710-2.

L'exploitant a déposé un porter-à-connaissance le 19/12/2024 pour la modification des conditions d'exploiter, avec l'extension sur la parcelle BV n°68 (régularisation administrative).

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

> L'exploitant a indiqué être intéressé pour le **réemploi d'eaux usées traitées de la station de traitement de Ginestous**. Cette eau pourrait être employée pour l'arrosage des pistes et des déchets béton avant concassage. **L'exploitant veillera à tenir l'inspection informée sur ce point.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Généralités - pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 3.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	CONTRÔLES DANS L'ENVIRONNEMENT	Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Clôture	Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 6.1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	CONTROLES A L'EMISSION	Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 3.6	Sans objet
4	CAPTAGE ET EPURATION DES REJETS A L'ATMOSPHERE	Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 7.3.1	Sans objet
5	VALEURS LIMITES ET CONDITIONS DE REJET	Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 7.3.2	Sans objet
6	MESURE PERIODIQUE DE LA POLLUTION REJETEE	Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 7.3.3	Sans objet
7	STOCKAGES	Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 7.3.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 8.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 3 faits sans suite ;
- 4 faits avec suite pour lesquels des demandes de justificatifs /d'actions correctives de l'exploitant sont faites ;
- 3 prescriptions inadaptées pour lesquelles des modifications des prescriptions applicables seraient à envisager.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Généralités - pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère (poussières, gaz polluants, odeurs). Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement) difficiles à confiner, sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement..). Les dispositions sont prises pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin être ventilés.</p> <p>Prévention des envols de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (forme de pente, revêtement, ...) et convenablement nettoyées,</li> <li>• les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues,</li> <li>• les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,</li> <li>• des murs pleins ou des écrans de végétation doivent être prévus.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les voies de circulation sont bitumées (de l'entrée du site jusqu'au stock de granulats). Les pistes sont arrosées par des systèmes fixes, déclenchés sur une durée de 5 minutes toutes les heures (en période de sécheresse) et/ou à la demande par citerne mobile.</p> <p>Plusieurs zones sont enherbées (proximité des bureaux et le long de la séparation avec la parcelle BV 68).</p>

<p>Quelques sapinettes ou autres essences d'arbres/arbustes existent sur le site (limite nord le long de la rue, le long de la séparation avec la parcelle BV 68, abords des bureaux).</p> <p>Le jour de l'inspection, l'impasse André Dandine est particulièrement salie (boues) jusqu'au rond-point Marie-Magdeleine Fourcade. Même si l'exploitant justifie que cette rue est également empruntée par les camions provenant du chantier métro voisin, il est relevé qu'aucune disposition n'est prise sur le site (de type lavage de roues) pour éviter le dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Il indique qu'un nettoyage quotidien est toutefois réalisé, soit par une balayeuse du groupe Cassin (partagée entre plusieurs sites du groupe) ou par une balayeuse du chantier métro.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Des dispositions doivent être prises afin que les véhicules sortant de l'établissement n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. A défaut, une proposition de mise en demeure sera faite.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : CONTROLES A L'EMISSION

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 3.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets à l'atmosphère des installations de tri et de broyage sont contrôlés au moins une fois par an. Les contrôles réalisés par un organisme extérieur doivent être effectués par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées, dans des conditions de déclenchement définies en accord avec celles-ci.</p> <p>Les contrôles périodiques des rejets atmosphériques doivent être réalisés durant les périodes de fonctionnement normal des installations contrôlées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.</p> <p>Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception du rapport de mesures pour les entrées périodiques.</p> <p>Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence sont celles fixées à l'annexe la de l'arrêté du 2 février 1998. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le tri des matériaux est réalisé en extérieur. Les installations de broyage ne disposent pas de rejets canalisés. Le broyeur des bétons est installé dans un bâtiment fermé.</p> <p>Le broyeur mobile utilisé pour le broyage du bois est utilisé en extérieur. Le PAC prévoit l'utilisation de ce broyeur mobile dans le nouveau bâtiment, afin de réduire les émissions de poussières induites par cette opération.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Dans le cadre de l'instruction du PAC déposé en 2024, une modification des prescriptions applicables pourra être proposée, <u>sur demande de l'exploitant</u> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : CONTRÔLES DANS L'ENVIRONNEMENT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  La surveillance de la qualité de l'air ou des retombées (pour les poussières) dans l'environnement de l'établissement, dans les conditions définies à l'article 63 de l'arrêté du 2 février 1998, est assurée en continu par un réseau constitué de deux capteurs situés dans l'axe des vents dominants. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche. Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence sont celles fixées à l'annexe Ib de l'arrêté du 2 février 1998. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.
<b>Constats :</b>  L'exploitant fait réaliser 4 campagnes de mesures dans l'environnement par an. A cette occasion, 4 capteurs sont positionnés dans l'environnement du site sur une durée de prélèvement d'un mois. Un anémomètre est présent sur le site.  Les rapports de mesure n'ont pas été consultés lors de l'inspection, afin de vérifier le respect des méthodes de prélèvement, mesure et analyse.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre les rapports des campagnes de mesures des poussières pour les années 2023 et 2024, ainsi que le tableau de suivi des différents contrôles réalisés sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : CAPTAGE ET EPURATION DES REJETS A L'ATMOSPHERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être

munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse. Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).
<b>Constats :</b>  Il n'y a pas de cheminée sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Dans le cadre de l'instruction du PAC déposé en 2024, une modification des prescriptions applicables pourra être proposée, sur demande de l'exploitant.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : VALEURS LIMITES ET CONDITIONS DE REJET

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 7.3.3 Les gaz rejetés à l'atmosphère issus de l'installation de tri manuel ne doivent pas contenir plus de 40 mg/Nm <sup>3</sup> de poussières. Aucun rejet de poussières issus de l'installation de broyage n'est autorisé. Les sorties seront équipées de rideaux d'eau ou d'installations équivalentes.
<b>Constats :</b>  Il n'y a pas de cheminée sur le site, et donc pas de mesure en sortie de cheminée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Dans le cadre de l'instruction du PAC déposé en 2024, une modification des prescriptions applicables pourra être proposée, sur demande de l'exploitant.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : MESURE PERIODIQUE DE LA POLLUTION REJETEE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 7.3.2 doit être

<p>effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans, Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes.</p> <p>A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44.052 doivent être respectées.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'y a pas de cheminée sur le site, et donc pas de mesure en sortie de cheminée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Dans le cadre de l'instruction du PAC déposé en 2024, une modification des prescriptions applicables pourra être proposée, sur demande de l'exploitant.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : STOCKAGES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 7.3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.</p> <p>Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) et les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement ne stocke pas de produits pulvérulents, ni de silos de stockage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Pollution de l'air

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 8.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>



<p>Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières et les émissions gazeuses et respecter les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail.</p> <p>En particulier les points suivants sont captés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• zones de déchargement,</li> <li>• cellules de stockage des produits valorisables.</li> </ul> <p>L'effluent canalisé doit être dépoussiéré avant rejet.</p> <p>Une canalisation sous ventilation forcée assure l'évacuation des émissions en un rejet unique.</p> <p>La vitesse verticale du rejet en sortie de cheminée doit au moins être égale à 10m/s.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement ne stocke pas de produits pulvérulents, ni de silos de stockage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Clôture

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2001, article Annexe - point 6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'activité est réalisée également sur la parcelle BV 68, parcelle clôturée en partie par des clôtures mobiles (de type Heras) et par un merlon sur la partie Nord sans clôture.</p> <p>Le site autorisé (partie Est) est clôturé.</p> <p>Un projet de clôture est en cours avec le site du métro. Pour l'instant, cette section de clôture est de type clôture mobile. L'exploitant a commencé à éloigner le tas de stock de déchets de cette clôture. Un planning de travaux avec le gestionnaire du métro a été évoqué.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit justifier du respect de cette prescription.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>